

Questions orales

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Madame le Président, le ministre est présent d'habitude à la Chambre. Quand il reviendra, je suis sûr qu'il répondra volontiers à toutes les questions que le député voudra lui poser à la période des questions.

LES MOTIFS DES DÉCISIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, comme il s'agit ici d'une question de principe, je voudrais l'adresser au premier ministre.

Autrefois, une bonne affaire a été conclue lors de la négociation des tarifs-marchandises dits du Pas du Nid-de-Corbeau, en vertu desquels les agriculteurs des Prairies bénéficiaient d'un tarif garanti. En échange, le CP a reçu des milliards de dollars de terres, de droits miniers et autres avantages. Le reste des Canadiens profitaient des rentrées provenant de l'exportation des produits agricoles des Prairies.

Étant donné que le premier ministre a répété un certain nombre de fois à la Chambre qu'il n'apporterait aucun changement à ces tarifs-marchandises sans un consensus des agriculteurs des Prairies, peut-il expliquer pourquoi son gouvernement est revenu sur cet engagement, sacrifiant nos agriculteurs?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député fait allusion à une déclaration que j'ai faite il y a quelque temps au sujet d'un consensus. J'ai fait faire des recherches sur ce que j'avais déclaré. Il me semble que nous nous en sommes tenus à ce que je disais dans le *hansard* du 13 février 1981, à la page 7213:

Notre politique actuelle est de ne pas toucher au tarif du Corbeau. Mais si le sentiment général dans l'Ouest est qu'il faut reconsidérer notre position, alors nous serons heureux de le faire.

J'oserais dire que presque tout le monde dans l'Ouest admettait qu'il fallait réexaminer le tarif du Corbeau. Les deux plus grands regroupements de l'Ouest, la Conférence des agriculteurs de l'Ouest et la Prairie Farm Commodity Coalition, ont clairement déclaré que le gouvernement devait prendre des mesures. C'est ce que nous avons fait. La différence, c'est que nous savions qu'une fois que nous les aurions prises, il y aurait des réactionnaires, c'est-à-dire les deux partis d'opposition, en faveur du statu quo éternel.

Les gens sensés, dans l'Ouest, réalisent que pour organiser un système de transport convenable, il fallait remettre en question le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. C'est ce que nous faisons. Nous avons proposé une solution après bien des consultations. La Commission Gilson a participé à ces consultations et a présenté ses recommandations. Nous avons eu le courage, il faut bien le dire, de nous attaquer à cette très difficile question, alors que le NPD et les conservateurs auraient préféré ne rien faire, s'abstenir de tout engagement politique et dire que rien ne doit jamais changer au Canada.

M. Broadbent: Madame le Président, la position de notre parti est parfaitement limpide. Nous voulons une amélioration du système de transport des céréales, mais nous ne voulons pas que les agriculteurs des Prairies supportent le coût de cette amélioration. C'est le point que je voulais faire ressortir.

LA CONTRIBUTION DES CHEMINS DE FER

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre. Sait-il que les mesures annoncées aujourd'hui coûteront à nos agriculteurs environ un milliard de dollars par an et que, pendant ce temps-là, le CP continuera à profiter du cadeau royal qu'on lui a fait? Si le premier ministre en est conscient, pourquoi le gouvernement du Canada utilise-t-il de telles méthodes pour améliorer les installations de manutention du grain? Pourquoi le gouvernement n'oblige-t-il pas le CP à déboursier de l'argent ou pourquoi ne cherche-t-il pas d'autres sources de revenus pour améliorer le système ferroviaire au lieu de punir les agriculteurs des Prairies?

● (1430)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, selon les ententes qui ont été conclues, les deux compagnies de chemin de fer investiront 16.5 milliards et l'ensemble des contribuables, 3.7 milliards. Quand le député prédit ce que cela coûtera aux agriculteurs d'ici la fin de la décennie, il oublie que, dans notre proposition, nous avons prévu de réexaminer la question au Parlement après 1985-1986.

Étant donné que les contribuables paient la somme considérable de 3.7 milliards—il s'agit des contribuables de toutes les régions du pays, de la Nouvelle-Écosse à la Colombie-Britannique—et que les chemins de fer, le CP et le CN déboursent 16.5 milliards pour améliorer le système ferroviaire, il me semble raisonnable que les agriculteurs de l'Ouest assument une partie de leurs frais. Ce n'est peut-être pas l'affaire du siècle pour eux vu qu'on leur garantit ce qu'ils obtenaient déjà, mais ne peut-on pas raisonnablement leur demander d'assumer une partie de l'augmentation des frais? Voilà la position du gouvernement. Je dois dire que de nombreux groupes influents d'agriculteurs de l'Ouest la soutiennent dans une certaine mesure.

Naturellement, tout le monde n'est pas d'accord, car il s'agit d'un problème très complexe. On n'aime jamais payer ce qu'on peut faire payer par quelqu'un d'autre. Encore une fois, étant donné la nécessité de modifier entièrement notre système de transport et de réviser le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, ce dont les agriculteurs et leurs associations étaient de plus en plus conscients, il fallait que quelqu'un propose une solution et que quelqu'un d'autre fasse des critiques négatives. Il était facile de prévoir qui proposerait la solution: un gouvernement déterminé à réduire les dépenses, agir et réformer . . .

Des voix: Réduire les dépenses?